

Initiative B.Clot et consorts demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'obtenir une amnistie fiscale au secours de la crise financière.

Amnistie fiscale au secours de la crise financière

Nous demandons au Conseil d'Etat d'étudier et de proposer à la Confédération, sur la base de l'article 160. al.1 de la Constitution fédérale et de l'article 109 al. 2 de la constitution vaudoise, la mise en œuvre d'une amnistie fiscale pour l'année fiscale 2011 ou pour l'année fiscale 2012. L'amnistie doit porter sur tous les comportements ayant eu pour but, ou pour effet, de réduire le montant de la perception d'impôt par les collectivités publiques.

Nous chargeons le Conseil d'Etat d'intervenir auprès de la Confédération pour instituer une amnistie fiscale générale unique couvrant les impôts fédéraux, cantonaux et communaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques prévu par la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD), la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) et la loi fédérale sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir (LTEO).

Cette amnistie doit s'appliquer aux impôts soustraits préalablement à son entrée en vigueur, pour autant que la déclaration en soit faite au cours de l'année pour laquelle l'amnistie est instituée. Le projet doit prévoir qu'il sera renoncé aux rappels d'impôts ainsi qu'aux pénalités fiscales, suite au paiement d'une taxe libératoire calculée en fonction du montant de la fortune non déclarée au 31 décembre de l'année précédant celle où la déclaration intervient.

Le Conseil d'Etat est invité à demander que les recettes perçues au titre de la taxe libératoire sur les montants déclarés dans le cadre de la présente amnistie soient réparties à raison d'un tiers pour la Confédération et de deux tiers pour les cantons et les communes.

Développement :

Le principe de l'amnistie fiscale n'est pas nouveau et lors du siècle dernier notre pays a connu trois amnisties fiscales générales. Selon nos sources les effets directs de ces trois différentes amnisties portaient directement sur les impôts fédéraux, cantonaux et communaux. La volonté de notre Parlement fédéral était dictée par le besoin de supprimer l'ensemble des conséquences juridiques dues à la soustraction d'impôts, soit des rappels d'impôts associés à de fortes amendes fiscales.

Acceptée en votation populaire la dernière amnistie fiscale fut un véritable succès dans son exécution et dans son résultat, elle a permis d'injecter plus de 11,5 milliards de francs dans le circuit économique.

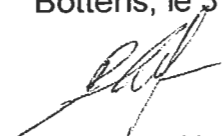
Notre demande s'appuie sur la situation économique exceptionnelle et les graves turbulences qui agitent les marchés financiers mondiaux. Nous nous trouvons aujourd'hui au début d'une période de récession et les comptes 2008 de la Confédération vont boucler avec un important déficit.

Accorder une amnistie permet à court terme de réintroduire dans le circuit économique de nombreux capitaux et une telle démarche peut devenir un vecteur important de la relance économique du pays.

Au final, une telle démarche permettrait à de nombreux contribuables de régulariser leur situation et à l'Etat d'apporter une réponse contre les infractions fiscales.

Aujourd'hui si les finances de notre canton retrouvent un peu de couleur, de nombreuses communes se trouvent avec un état financier critique. Cette situation impose aux collectivités publiques de faire des économies en limitant leurs investissements et en diminuant certaines prestations aux services des citoyens.

Bottens, le 3 mars 2009



Bertrand Clot,
Député

NE SOUHAITE PAS DEVELOPPER
ET DEMANDE UN RENVOI AU CE



Grand Conseil - Secrétariat général
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne

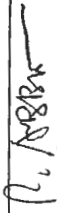

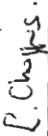


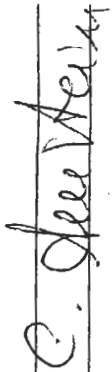










Déposé le - 3 MARS 2009

Scanné le - 4 MARS 2009


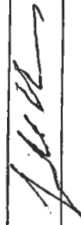

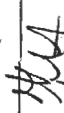








09-121-015

Weg
JBS

Liste des députés signataires – état au 13 janvier 2009

Abbet Raphaël		Chapalay Albert		Dolivo Jean-Michel	
Aebi Jean-Robert		Chappuis Laurent		Ducommun Philippe	
Amaruelle Cesla		Chatelain André		Dufour Claude-Eric	
Amstein Claudine		Chevalley Christine		Durussel José	
Ansermet Jacques		Chevalley Edna		Duvoisin Ginette	
Apothéoz Stéphanie		Chevalley Isabelle		Epars Olivier	
Aubert Mireille		Cherix François		Fardel Claude-André	
Baehler Bech Anne		Chollet Jean-Luc		Favez Jean-Michel	
Ballif Laurent		Chollet Jean-Marc		Favrod Pierre-Alain	
Bally Alexis		Christen Jérôme		Feller Olivier	
Bavaud Sandrine		Clot Bertrand		Ferrari Yves	
Bernhard Maximilien		Cornamusaz Philippe		Fiora-Guttman Martine	
Berseth Verena		Cornaz-Rovelli Valérie		Freymond Cantone Fabienne	
Bolay Guy-Philippe		Courdesse Régis		Gaille Pierre-André	
Bonjour Eric		De Preux Patrick		Gay Vallotton Michèle	
Bonny Dominique-Richard		Debluë François		Gfeller Olivier	
Borel Bernard		Décaillot Anne		Girardet Lucas	
Borloz Frédéric		Décosterd Anne		Gardon Julien	
Bottlang-Pittet Jaqueline		Delacour André		Glutz Félix	
Brélaz François		Depoisier Anne-Marie		Golaz Florence	
Buffat Marc-Olivier		Deriaz Philippe		Golaz Olivier	
Buffat Michaël		Desmeules Michel		Gorrite Nuria	
Cachin Jean-François		Despot Fabienne		Grandjean Pierre	
Calpini Christa		Devaud Grégory		Grognuz Frédéric	
Capt Gloria		Dind Claudine		Guignard Jean	

Liste des députés signataires – état au 13 janvier 2009

Guignard Pierre	Meyer Roxanne	Rochat Pierre
Haenni Frédéric	Miéville Michel 	Rod Armand
Haldy Jacques	Modoux Philippe	Rostan Jacqueline
Haury Jacques-André 	Monod Alain	Roulet Catherine
Hurni Véronique	Montangero Stéphane	Ruey-Ray Elisabeth
Jaquet-Berger Christiane	Mossi Michele	Saugy Roger
Jaquier Rémy	Mouquin Michel 	Savary Marianne
Jufer-Tissot Nicole	Nicolet Jacques 	Schwaab Jean Christophe
Jungclaus Delarze Suzanne	Pache Rémy	Schwaar Valérie
Junod Grégoire	Papilloud Anne	Schwab Claude
Kappeler Hans Rudolf	Payot François 	Silauri Alessandra
Kernen Olivier	Pernoud Pierre-André 	Sordet Jean-Marc 
Labouchère Catherine	Perrin Jacques	Streit Christian
Mahaim Raphaël	Pertuso Mario-Charles	Surer Jean-Marie 
Maillefer Denis-Olivier	Peters Lise	Truffer Jean-Jacques
Mange Daniel	Pidoux Jean-Yves	Uffer Filip
Manzini Pascale	Pidoux Pierre-André 	Venezelos Vassilis
Marendaz André	Poncet Gabriel 	Villa Sylvie
Martinet Philippe	Randin Philippe	Volet Pierre
Mattenberger Nicolas	Rapaz Pierre-Yves	Walther Eric
Mayor Olivier	Reichen Gil	Weber-Jobé Monique
Maystre Tinetta	Renaud Michel	Wehrli Laurent
Melly Serge	Rey-Marion Aliette 	Wyssa Claudine
Mercier Pierre-Alain	Reymond Philippe	Yersin Jean-Robert
Métraux Béatrice 	Rochat Nicolas	Zwahlen Pierre